

# LOUIS BOULLET

## UN MAIRE PENDANT LA GUERRE 39/45

\*\*\* \*\*

### PARTIE 2

## 1941-1944 : TROIS ANNÉES À LA MAIRIE DE TUCQUEGNIEX

N° 08 - SEPTEMBRE 2023

 Cercle  
d'Histoire de Tucquegnieux

Sébastien FRANCKET  
Pierre-Marie LASBLEIS  
*(petit-fils de Louis BOULLET)*  
Joris FORTIN

*Dans la première partie, parue en mars 2022, nous avons présenté Louis BOULLET, ingénieur de jour à la société des Mines d'Anderny-Chevillon qui devient Maire de Tucquegnieux en 1941 : Poste qu'il assumera jusqu'en 1944.*

*Dans cette deuxième partie, nous allons observer ce qu'a été sa vie durant ses 3 années marquée par la guerre. Nous nous appuyerons exclusivement sur des sources écrites : les douze conseils municipaux qu'il préside entre le 12 juillet 1941 et le 27 novembre 1943 et la nombreuse correspondance entre le maire et ses interlocuteurs de l'époque.*

*Plongeons nous dans le cœur de ce récit haletant, reconstitué à partir de 4 boîtes d'archives qui sont aujourd'hui ce qui reste du mandat de Louis BOULLET.*

### PARTIE 2

## 1941-1944 : TROIS ANNEES A LA MAIRIE DE TUCQUEGNIEX

\*\*\* \*\*

### \* La guerre, un temps si quotidien

Lorsqu'ils traitent de la période de la vie quotidienne sous l'Occupation, de nombreux livres d'histoire distinguent généralement deux périodes : une période de relative normalité, marquée par une calme soumission à l'occupant de 1940 à 1942, qui cède peu à peu la place en 1943 et 1944 à une plus grande agitation. Jusqu'en 1943, la vie à Tucquegnieux a certes pour arrière-plan la guerre, ses

privations et ses servitudes mais elle est aussi furieusement quotidienne et le travail du Maire consiste à organiser une partie de cette vie communale. De quoi s'occupe Louis BOULLET ? Les réponses sont naturellement multiples.

Louis BOULLET se préoccupe du progrès de l'éducation et de l'épanouissement physique de la jeunesse. Au printemps 1941, le conseil municipal crée la « Caisse des Ecoles de Tucquegnieux » dont l'ambition est de faciliter la fréquentation régulière de l'école ; de stimuler les élèves par l'attribution de récompenses aux sujets studieux ; de donner libéralement tout ou partie des fournitures classiques qui leur sont nécessaires, etc...

Un an plus tard, le 22 juin 1942, est approuvé le projet d'aménagement d'un terrain d'éducation physique et sportive, dont la municipalité assure 20% des frais d'aménagement et la totalité des frais de gardiennage et d'entretien. En août 1943, est même évoquée la construction d'une piscine : notons que ce projet ne verra jamais le jour.

Malgré la guerre, les investissements ne sont pas à l'arrêt. La mairie entreprend ainsi de contribuer au raccordement à l'électricité de la ferme de Morvaux, une exploitation située à l'écart de la commune. Louis BOULLET se voit contraint de justifier ce choix auprès du sous-préfet de Briey : les arguments qu'il emploie font à la fois appel à la justice et à la stratégie. Un plaidoyer très contemporain, qui vise à

débloquer près de 20 000 francs, soit le tiers du montant total de l'opération.

Il défend aussi le désenclavement de son territoire par le développement d'axes de communication : le 20 août 1941, le conseil municipal adopte ainsi un vœu réclamant l'amélioration des relations ferroviaires sur le parcours Briey - Audun Le Roman. L'insuffisance des liaisons occasionnent pour les usagers des inconvénients sérieux qui se traduisent par un gaspillage de temps et des frais excessifs, rendant parfois même impossibles des déplacements d'une urgence signalée.



La Gare de Tucquegnieux et ses 2 voies

### \* Un confinement avant l'heure

Le Maire est également en première ligne pour traiter des questions sanitaires. La commune compte à cette époque deux médecins : le docteur SONCOURT et le docteur MARVILLET. Durant cette période trouble, les trois hommes vont travailler en bonne intelligence sur plusieurs sujets, des plus anodins aux plus sérieux.

Il revient au Maire d'organiser les campagnes de vaccination sur consignes des docteurs. Mais son pouvoir ne s'arrête pas là puisque le 14 mars 1942, le docteur MARVILLET rend sa visite rituelle et très professionnelle à la maison de tolérance (*maison de prostitution*), située au Café de la Renaissance à Tucquegnieux. Sur les trois pensionnaires en activité, il constate que l'une d'elles présente des gonocoques, ce qui suppose un arrêt immédiat de toute activité. Trois jours plus tard, c'est avec un ton qui ne souffre aucune contestation que le Maire s'adresse par écrit à madame MUTELET,

patronne de cette maison. Il l'informe que cette personne doit, pour le moment, cesser absolument toute activité sexuelle dans l'établissement, son état physique constituant un danger pour ses clients.

Au-delà de ces considérations un peu anecdotiques, Louis BOULLET doit gérer à l'automne 1943, une crise autrement plus sérieuse. A l'été 1943, l'arrondissement de Briey est touché par une épidémie de poliomyélite, qui occasionne la mort de plusieurs enfants. Le 17 août 1943, le Maire prend un arrêté ordonnant la fermeture des garderies, des écoles, du cinéma, des salles etc... et avec les curés, ils s'entendent à empêcher les enfants d'aller au catéchisme et à l'église. Plus tard un deuxième arrêté



précise que les familles des malades ont un accès réservé et exclusif dans les magasins durant la première demi-heure d'ouverture. Enfin le 04 septembre, le Maire interdit l'accès des moins de 21 ans aux autobus.

En 1943, comme aujourd'hui, la rudesse de l'épreuve n'est pas sans occasionner certains comportements déviants. Le bon docteur MARVILLET, demande au Maire l'hospitalisation d'un jeune garçon à l'hôpital civil de Briey et complète sa missive de ces mots : « *par la même occasion, je vous signale que tous les enfants des rues de Forté, Potence, Vieille justice et Hayée se moquent de la réglementation en vigueur. Je crois qu'il serait utile de faire mener contravention aux parents. Tous se réunissent au « Pylône » et jouent longuement* ». Ce fameux réverbère est un haut lieu de rencontre pour les jeunes du quartier Marine. Ce ne sera qu'en novembre 1943 que tous les bâtiments recevant du public peuvent rouvrir normalement après que les 350 enfants des écoles de Tucquegnieux aient reçu une pulvérisation fraîchement préparée, car la contagion se faisant par la muqueuse nasale celle-ci peut être rendue résistante avec cette pulvérisation répétée 4 fois en 2 jours.

### \* Un Maire de guerre

Dans les pouvoirs de police qui sont conférés au Maire et qui sont bien spécifiques à ce temps de guerre, il y a tout d'abord l'application stricte du couvre-feu réclamé par l'occupant allemand. Le 02 octobre 1941, il se voit ainsi notifier par le colonel commandant de la Feldkommandantur de Nancy les consignes à faire respecter.

Mais au-delà de cette mission, Louis BOULLET a le devoir d'éviter tout désordre, toute manifestation publique qui pourrait être jugée provocatrice à l'égard de l'occupant, de l'Etat français et des valeurs du régime. Ainsi, l'un des premiers avis placardés par le nouveau Maire en avril 1941 indique : *« Depuis quelques temps, il a été constaté sur les murs d'un certain nombre d'immeubles, la présence d'inscriptions, de dessins ou de papillons revêtant un caractère politique ou ayant trait à la guerre. Le Maire attire l'attention des habitants sur le fait que cette façon d'agir ne peut qu'attirer des ennuis à l'ensemble de la population. Les propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles en bordure des rues de la localités sont tenus de faire disparaître chaque matin avant 9 heures, les inscriptions »*. Et si le Maire manque de vigilance dans sa surveillance, sa hiérarchie est là pour y veiller.

### \* Un mandat apolitique ?

Quel est exactement le climat à Tucquegnieux pendant ces années de guerre ? On le mesure difficilement à travers les archives écrites. Il paraît en tout cas certain que Louis BOULLET évite de faire de la politique et de sortir de son registre d'organisateur de la vie quotidienne. Quiconque ne suit pas cette ligne peut le payer cher. Ce fut le cas pour Hubert REITZ, menuisier dans la commune et élu municipal depuis 1935. Il continue à siéger au conseil municipal pendant la guerre mais courant 1943, il est déporté pour sympathie communiste.

Les mentions relatives à la situation politique du pays sont rarissimes. En juillet 1941, le conseil accorde une subvention aux sapeurs-pompiers pour l'achat d'un portrait du Maréchal PETAIN. Le 05 décembre 1942, le conseil municipal adopte une mention de confiance au chef de l'Etat, sur la proposition

du Maire. Il est vrai que le contexte est particulier. Moins d'un mois auparavant, le 10 novembre 1942, les armées allemandes et italiennes ont envahi la zone libre, réduisant les derniers pans de souveraineté de l'Etat français sur le territoire.



Carte de France avant le 10 novembre 1942

### \* Louis BOULLET face à la Résistance

On peut également s'interroger sur son attitude envers la résistance. « MARCUS », le chef de groupe de la résistance à Tucquegnieux n'est autre que Guy HENRY, enfant du village et surtout employé à la mairie, quotidiennement aux côtés du Maire.

Dès le mois de décembre 1941, le groupe se constitue et vise dans un premier temps à apporter de l'aide aux habitants de Tucquegnieux mais aussi aux « Malgré-nous » de Moselle et aux prisonniers de guerre en leur établissant de fausses cartes d'identité. Ces papiers sont fabriqués grâce à un cachet de la mairie de Tucquegnieux, transformé en cachet de la mairie de Toul. Le subterfuge est toutefois découvert, Guy HENRY, interrogé par la P.J. puis par la Gestapo, s'en sort en expliquant que le cachet a été volé soit dans son bureau, soit dans celui de monsieur HUTIN. L'affaire fait évidemment grand bruit et le Maire est sommé par le sous-préfet le 01 juin 1942 de s'expliquer. Que savait réellement Louis BOULLET des agissements de Guy HENRY ? Son plaidoyer témoigne-t-il d'une grande naïveté ou d'une extrême habileté ? L'histoire ne le dit pas...

### \* Le ravitaillement

Au-delà de ces aléas, le Maire de Tucquegnieux passe en réalité le plus clair de son temps et de son énergie d'une part à organiser la vie de ses concitoyens pour qu'ils manquent le moins possible de ce qui est nécessaire à leur survie, et d'autre part, à répondre dans les meilleures conditions aux demandes de plus en plus pressantes de l'occupant sans que ses administrés n'aient trop à en pâtir.

L'organisation de la vie quotidienne passe d'abord par le ravitaillement en combustible. Dès l'armistice, les Allemands ont interdit l'usage domestique du charbon, le réservant à la marche des usines et à la production de guerre. C'est donc vers le bois que se tournent les habitants de Tucquegnieux et il revient à la mairie d'organiser les coupes et leur répartition entre habitants. Le conseil municipal du 12 juillet 1941 s'occupe de la planification de cette opération. Les coupes effectuées durant l'hiver ont permis d'extraire 858 stères, plus de 5000 fagots et 87 m<sup>3</sup> de grumes.

La vie quotidienne à Tucquegnieux ne dépend cependant pas seulement de la quantité de bois dans les poêles. La mairie a également en charge la répartition des cartes d'alimentation et plus largement du ravitaillement communal, y compris des coupons de textile. Les deux peuvent d'ailleurs être liés : c'est le Maire qui s'adresse au printemps 1944 au comptoir des produits forestiers et de scierie de Nancy pour réclamer 50 stères supplémentaires pour que le boulanger FRENTZ puisse continuer à cuire le pain pour ses concitoyens.



Carte de rationnement PAIN - Juin 1944

### \* La gestion des servitudes

A mesure que les mois passent, Louis BOULLET passe cependant de plus en plus de temps à organiser les servitudes imposées à Tucquegnieux. Chronologiquement, la première d'entre-elles vise la surveillance des récoltes. En effet, dès l'hiver 1941-1942, des groupes de résistants se mettent à incendier les récoltes de blé dont une partie est destinée à l'occupant. Le Maire est ainsi dans l'obligation de mobiliser toutes les nuits 16 hommes de la commune pour surveiller les granges alors que la température est glaciale.

Dès septembre 1942, les patrouilles reprennent pour surveiller les nouvelles récoltes et durent jusqu'au battage suivant. Cette fois-ci le Maire choisit de désigner 4 hommes en charge permanente de la surveillance des exploitations afin de former une équipe de deux dans le « Quartier de la Gare » et une autre équipe de deux dans le « Quartier Village ». Ces 4 gardes ne possèdent aucune arme pour la bonne raison que Louis BOULLET ne leur en a pas fournit, voulant éviter tout débordement.

Le sujet des servitudes infligées à la population devient de plus en plus sensible à mesure que les mois passent. La liste des sites



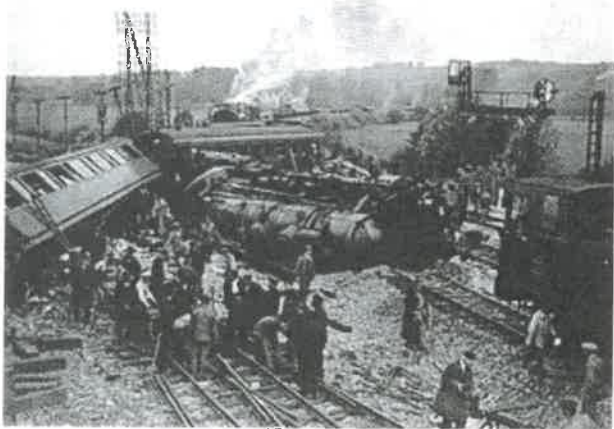
à surveiller se multiplient et requièrent une part grandissante de la population qu'il revient à Louis BOULLET à mobiliser (comme nous l'indique le télégramme de la Préfecture ci-dessus). Dès avril 1942, et pour éviter là encore les tentatives de sabotage des mouvements de résistance, les mines de Tucquegnieux sont mises sous surveillance nocturne. Quatre patrouilles se relaient dans la nuit, toutes les 3 heures, entre 21H et 6H. Le tour revient tous les 32 à 34 jours environ.

Comme on peut le supposer, ces patrouilles civiques qui mobilisent une large

part de la population ne suscitent guère l'enthousiasme de la population et certains tentent d'y échapper. Louis BOULLET a fort à faire pour les empêcher. En juin 1942, un employé de la mine de Tucquegnieux refuse d'effectuer sa patrouille. Le Maire tente tout d'abord de le convaincre par la raison. Le dit habitant n'obtempérant pas, le maire demande au sous-préfet de prendre des sanctions : la sanction tombe et le sous-préfet ordonne qu'il soit interné au camp d'Ecouvres.

Quelques jours plus tard, un nouveau problème se pose. Composé majoritairement de mineurs, la population de Tucquegnieux compte beaucoup d'immigrés et notamment un grand nombre de ressortissants italiens. Or, l'Italie est l'alliée de l'Allemagne et quelques habitants de la commune espèrent tirer parti de leur nationalité pour échapper aux corvées. Louis BOULLET ne se laisse pas impressionner et annonce fermement à la population que tous les habitants, sans exception de nationalité doivent assurer le service de patrouilles. Seuls les secrétaires du parti fasciste nominativement seront exemptés de la garde civique. Fin de l'épisode... et probablement des nouveaux amis pour le maire...

Mais ce n'est encore qu'un prélude. La nécessité de surveiller les voies S.N.C.F. s'affirme en janvier 1944, après le sabotage du dépôt de locomotives d'Audun-Le-Roman par



l'antenne locale du Mouvement de Libération Nationale. In fine, il semble que l'ensemble de la population masculine, y compris les ouvriers de la mine, aient été mis à contribution à partir du printemps 1944 dans la surveillance nuit et jour des voies et ouvrages d'art du secteur posté tous les deux

kilomètres, sous l'œil de l'armée allemande. Ces gardes supplémentaires relèvent du casse-tête pour Louis BOULLET.

### \* La marche vers la libération

L'automne 1943 marque un tournant. Dans l'esprit de l'administration du Régime comme probablement dans celui de l'occupant, des temps de tumulte s'annoncent. Après des années de « Pax Germanica », la guerre va à nouveau s'abattre sur le territoire et il convient de s'y préparer. Cette préparation repose sur plusieurs axes : redoubler d'attention et de surveillance face à la « menace terroriste », comme on l'a vu plus haut ; soutenir l'effort de guerre allemand en lui fournissant les bras dont il a besoin ; anticiper le chaos en organisant la survie du territoire s'il devait être coupé du monde.

Le maire est au front sur chacun de ses trois axes. Dès 1943, c'est en effet au tour des jeunes filles d'être réquisitionnées. Une douzaine de jeunes habitantes de Tucquegnieux sont priées d'aller travailler pour la culture allemande dans une ferme à Serrouville.

L'opération est renouvelée en avril 1944 et le maire informe les intéressées et leurs parents.



En ces premiers mois de l'année 1944, c'est à l'organisation de la survie de ses concitoyens que Louis BOULLET semble surtout consacrer son énergie. Les derniers jours d'avril voient le lancement d'un questionnaire en direction de tous les commerçants de la commune, visant à recenser les besoins de la clientèle.

Enfin, la sécurité sanitaire de la population doit être assurée. Il est demandé au docteur MARVILLET de rapidement mettre au point un plan local de service sanitaire : même la formation d'équipes médicales est pensée. Rien en semble laissé au hasard.

L'heure est aux travaux d'aménagement des espaces de repli et à l'anticipation des interventions d'urgence en cas de bombardement. Le 23 mars 1944, Louis BOULLET fait valoir au directeur départemental de la défense passive les besoins de Tucquegnieux. La commande s'établit comme suit : 20 pelles, 20 pioches et 12 haches.

Le 22 avril, tout semble prêt pour le pire. Fort heureusement, la libération se passera finalement plus calmement que redouté.

### \* La fin de mandat et la Libération

A la fin du mois d'avril 1944, Louis BOULLET célèbre ses trois années à la tête de la mairie de Tucquegnieux. Et le moins que l'on puisse dire est que ces années n'ont pas été de tout repos, marquées par une tension et des pressions que l'on imagine constantes. Le maire doit donner des gages à sa hiérarchie, à l'armée d'occupation, absorber et adoucir suffisamment les demandes qui lui sont faites pour que les habitants n'aient pas trop à souffrir de la situation, et en même temps imposer à la population des mesures de servitudes qui sont de plus en plus importantes. Jamais l'expression « *entre le fer et l'enclume* » n'a paru si indiquée. L'hiver précédant, Louis BOULLET, souffrant, s'est éloigné quelques jours des affaires de la commune.

Le 22 mai 1944, à 16h00, Alexandre RAINERI vient déclarer la naissance de sa fille Lydie Francine Marie à la mairie de Tucquegnieux et Louis BOULLET, maire recueille cette déclaration dans le registre de l'état civil. C'est son dernier acte officiel de maire. François CHARTON, déjà conseiller municipal et chef du personnel de la mine de Tucquegnieux, est nommé maire. Dans quelle circonstance ce remplacement a-t-il eu lieu ? Est-ce une demande de Louis BOULLET, las et soucieux de sa santé, ou lui a-t-on fait comprendre qu'il avait fait son temps ? Les archives ne permettent pas d'élucider clairement ce point. Il est certain que ce changement s'opère avec sa complicité. En

marge de plusieurs notes du mois d'avril, on retrouve des inscriptions manuscrites du maire sortant à son successeur précisant ce qui a été fait et ce qui reste à faire. Fin avril, il inscrit sur papier libre le mot suivant : « *Monsieur CHARTON, même si vous n'étiez pas encore nommé pour le 02 mai (ce qui me renverserait !), je vous demanderai de bien vouloir recevoir le dénommé...* ».

Louis BOULLET cède son fauteuil à peine plus de trois mois avant la libération. Souffrant de l'appendice, il craint une crise aigüe pendant les combats de la Libération et souhaite se faire opérer au plus vite. L'opération a lieu vraisemblablement au début de l'été car il est absent au conseil municipal du 29 juillet, comme celui du 19 août 1944.

La Libération de Tucquegnieux intervient dans les huit premiers jours de septembre 1944. Après une lente avancée dans les semaines qui suivent le débarquement de Normandie, les troupes alliées progressent rapidement à compter du mois d'août et en particulier après le débarquement du 15 août en Provence. Elles sont aidées par le soulèvement des mouvements de résistance.

Venant de Reims, la 90<sup>ème</sup> division d'infanterie du général PATTON progresse vers Rouvres-en-Woëvre, à 22 kms de Tucquegnieux, le 1<sup>er</sup> septembre 1944. La proximité des Américains donne des ailes au groupe de résistants de Tucquegnieux. Une partie de la population de la commune rejoint le groupe et attaque un poste de cinq soldats allemands installé près de l'école du village. Ils sont faits prisonniers et amenés à Rouvres. Avec le matériel saisi, les résistants ouvrent le feu sur des véhicules allemands s'approchant de la commune qui rebroussement chemin, se croyant face aux troupes américaines. Mais le 4 septembre la 106<sup>ème</sup> Panzerbrigade reprend position et les résistants se replient sur Rouvres. Le lendemain, un groupe de résistants se porte volontaire pour inspecter les positions ennemies. 6 hommes arrivent à Tucquegnieux vers 16H00 et progressent sur la route principale. Hélas, une automitrailleuse allemande provenant de Trieux arrive et mitraille à tout va, tuant 4 des 6 hommes (Maurice et Gilbert CASTEL, Louis PAPIS et

Loris BATTIGNANI), à deux pas de la maison du docteur MARVILLET, à une centaine de mètres de chez les BOULLET. Les combats continuent à faire rage jusqu'au 08 septembre dans le secteur de Trieux-Tucquegnieux et de Mairy-Mainville, occasionnant la mort d'Olinto GOBBO, un salarié de la mine en charge de l'entretien des cités, fauché par un éclat d'obus devant la maison de l'ingénieur de fond CHRISTILLIN, en face de la maison des BOULLET. Les Américains entrent dans Tucquegnieux le 08 septembre. Après avoir organisé une parade le 10 du même mois sur le stade Brabant, ils s'installent pendant plusieurs semaines dans la commune logeant notamment dans la grande maison des BOULLET.

Naturellement, les membres du conseil municipal de guerre connaissent quelques heures incertaines. Leur gestion des affaires de la commune durant les années d'occupation va-t-elle leur être reprochée ? Vont-ils être accusés de faits de collaboration pour avoir répercuté les ordres de l'occupant ?

Un témoignage de la famille BOULLET nous éclaire :

*« A la Libération, un panier à salade escorté par des résistants a circulé dans les rues de Tucquegnieux, ramassant tous les adjoints au maire et tous les ingénieurs des mines, sauf Louis, qui était protégé par sa popularité et par son aura de victime de la vindicte des pétainistes et autres collaborateurs de l'armée d'occupation ! On regardait par la fenêtre et nous avons vu que la camionnette des résistants s'arrêtait devant chaque maison des ingénieurs des mines, mais ils ne se sont pas arrêtés devant chez nous, à notre grand soulagement ». Finalement, tout le monde a été relâché après une nuit au poste.*

Le 20 septembre 1944, c'est un conseil municipal exceptionnel qui se réunit à la mairie de Tucquegnieux. Conformément à l'ordonnance d'avril 1944, le conseil élu en 1935 est rétabli et compte 7 membres manquants, décédés ou démissionnaires, dont l'ancien maire, Edouard DONNE et son premier adjoint Justin ROBERT. Le groupe F.F.I. participe à la réunion et fournit quatre

des sept nouveaux membres désignés ce matin-là. François CHARTON, nommé en mai, est reconduit à son poste par le nouveau conseil. Il gardera son fauteuil jusqu'aux élections des 29 avril et 13 mai 1945, date à laquelle l'entrepreneur Amédée LAMOINE lui succède. C'est une autre histoire qui commence.

### \* Le départ de la famille BOULLET

Pour la famille BOULLET c'est aussi une histoire qui est prête à s'achever. Après 15 années à Tucquegnieux, Louis BOULLET n'a plus guère de perspectives d'évolution professionnelle. En 1946, il obtient sa nomination aux Forges et Aciéries de Denain-Anzin, qui en fusionnant avec d'autres entités, va former en 1948 le nouveau groupe Usinor. C'est le retour en Nord-Pas-De-Calais, à Denain.

Malgré ces temps éprouvants de guerre, la parenthèse Lorraine restera dans sa mémoire et dans la mémoire familiale un beau souvenir.

Louis BOULLET termine sa carrière chez Usinor à Denain où il prend sa retraite en 1968. Elisabeth, sa femme, et lui s'installent pour leur retraite à Gondrecourt (59) où il meurt en 1977 à l'âge de 74 ans.



La famille BOULLET à Tucquegnieux en 1939

*Elisabeth et Louis BOULLET, Colette, Claude et Marie-Claire, leurs enfants*

